

# la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

## Les forces révolutionnaires de Catalogne

Interviews de : PESTANA  
FREDERICA URALES  
MAURIN

par Jean LEUNOIS

LA VIE D'UN GRAND RÉVOLUTIONNAIRE

## ERRICO MALATESTA

par Jacques MESNIL

## Le CONGRES d'AMSTERDAM

IMPRESSIONS DE TEMOINS



# LES FAITS DE LA QUINZAINE

« Allez dire à votre maître... »

« Il faut se soumettre ou se démettre ! »

Lorsqu'un certain 23 juin, un roi vint, à Versailles, sommer l'Assemblée qu'il avait convoquée de quitter la salle de séance, il amena l'apostrophe célèbre : « Allez dire à votre maître... », et, malgré le défi qui lui était lancé, il n'employa point la « force des baïonnettes ».

Lorsque, près d'un siècle plus tard, Mac-Mahon maréchal et président de la République, ayant dissous une première chambre républicaine, vit réélire une seconde Chambre républicaine, il lui fut impossible de renouveler la dissolution : il dut, obéissant à l'injonction de Gambetta, se soumettre... et se démettre.

Aujourd'hui, par contre, Hindenburg, le vaincu de 1918, porté à la présidence de la République allemande en vertu du même enfantillage qui avait fait porter le vaincu de Sedan à celle de la République française : la croyance qu'on supprime la défaite en faisant des héros de ceux qui vous y ont conduit — le maréchal Hindenburg chasse les gouvernements et dissout les Reichstags l'un après l'autre, sans soulever aucune protestation !

Exactement comme, quatre vingt ans auparavant, en cette même ville de Berlin, la première assemblée parlementaire qui avait essayé de s'y constituer, était dissoute — sans plus de résistance.

Ainsi, à près d'un siècle d'intervalle, le même événement se répète, et en France et en Allemagne : l'« Exécutif », déchire le mandat que les électeurs viennent de conférer à leurs représentants, — mais, tandis qu'en France, les deux fois, en 1789 et en 1871, l'Exécutif tombe sur un bec, en Allemagne, les deux fois, en 1848 et en 1932, il triomphe sans difficultés.

Le contraste est éclatant.

A quoi est-il dû ?

Différence de caractère entre les deux peuples ? Le français « épris de liberté », l'Allemand « ne comprenant que la schlague » ? — Non ! avant tout, différence dans la situation militaire.

En 89, le régiment de Paris, les gardes-françaises, refusait, dans les jours mêmes de la menace royale à l'égard de l'Assemblée, de tirer sur le peuple, et trois semaines plus tard, il devait montrer son loyalisme d'une façon encore plus convaincante en s'emparant de la Bastille ! — En 71, la loi militaire de 1872, qui organisait le service militaire obligatoire était en vigueur, il n'y avait qu'une armée nationale sur laquelle on ne pouvait compter pour s'opposer à la volonté nationale.

Tout au contraire, en Allemagne, que ce soit en 48 ou en 32, il n'existe d'autre force armée qu'une armée de métier, un corps de mercenaires, entièrement entre les mains de ses chefs, et ceux-ci à l'entière disposition de celui qui dissout l'Assemblée. Là est la cause.

Si la Constituante prussienne de 48 n'opposait point de résistance à sa dissolution, c'est que Wrangel et ses 40.000 soldats, alors seule force armée de la Prusse, était aux portes de Berlin ; si le Reichstag de 1932, malgré ses va-t-en guerre nazis, n'en offre pas davantage, c'est que depuis la capitulation de Severing, chef de la police prussienne, il n'existe plus en Allemagne d'autre force armée que les 100.000 mercenaires de la Reichswehr.

Si l'on croit que nous exagérons, qu'on lise le témoignage d'un journaliste bourgeois, Ludovic Naudeau, revenant d'Allemagne.

Qu'on le comprenne bien, le peuple a beau organiser des cortèges, il n'en est pas moins sans armes tandis que les cent mille prétoriens de la Reichswehr, avec leurs mitrailleuses et leurs canons lui paraissent irrésistibles.

Qu'avez-vous vu en Allemagne ? J'ai surtout compris que le sort de 70 millions d'Allemands dépend actuellement de la manière dont se conduiront 100.000 soldats professionnels.

La Reichswehr seule maîtresse de l'Allemagne ! Voilà où aboutit nécessairement une armée de métier.

Nous n'avons cessé, depuis quelque temps, d'attirer l'attention sur le danger considérable représenté par le développement, en tous pays, France y compris, des armées de soldats de métier. Puisse les événements d'Allemagne ouvrir les yeux !

Puisse-ils, en particulier, nous faire voir clair dans la question du « désarmement » ! Fantastiquement naïfs ceux qui s'imagineraient que « réduction des effectifs » signifie nécessairement désarmement, démilitarisation, promesse de paix ! Elle signifiera tout le contraire si elle ne s'obtient que par un renforcement de l'armée de métier.

## La conférence de Stresa

### entreprise réactionnaire

Au premier chapitre du Capital Marx expose qu'en régime capitaliste la valeur d'une chose est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production, mais à condition que cette production soit exécutée « dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, soient normales ». Si, au contraire, la production a lieu dans des conditions anormales, le travail qu'elle nécessite n'intervient pas pour fixer le prix de la marchandise. Ainsi, précise Marx, si, au temps du

tissage avec des métiers mûs par la machine à vapeur, il subsiste encore des tisserands à la main, le travail dépensé par ceux-ci pour la fabrication du tissu n'intervient nullement dans la fixation du prix de celui-ci.

C'est cette loi « naturelle » de l'économie capitaliste que le capitalisme cherche actuellement, par tous moyens, à éluder ; c'est elle notamment qu'il cherche à éluder par la conférence de Stresa.

Les conditions de la technique agricole sont maintenant telles que les « pays neufs », Amérique du Nord, Amérique du Sud, Australie, peuvent produire le blé avec une quantité de travail bien moindre qu'il y a quelques dizaines d'années, et ils pourraient en produire en quantité à peu près suffisante, pour satisfaire, à eux seuls, à la consommation mondiale. C'est donc cette quantité de travail qui fixe la valeur du blé ; la quantité de travail qu'exige la culture du blé selon les procédés des anciennes techniques, même si elles subsistent, n'intervient plus dans la fixation du prix du blé.

Or les pays européens ont conservé presque intégralement ces anciennes techniques. Les nouvelles techniques (tracteurs (1) et moissonneuses-batteuses) ne sont praticables que sur de grandes propriétés. Impraticables donc dans notre vieille Europe à cultures paysannes parcellaires. Il en est résulté qu'alors que le prix du blé baissait du fait des nouvelles techniques d'Amérique, la quantité de travail nécessaire pour faire pousser le blé en Europe restait la même, si bien que pour le cultivateur européen le prix n'est plus rémunérateur, c'est un véritable prix de famine.

Deux procédés seulement pouvaient, dans ces conditions, sauver le cultivateur européen : une révolution technique précédée et conditionnée par une révolution dans le mode de propriété, c'est le procédé naturel, logique, et qui, obligatoirement, un jour ou l'autre, s'imposera. L'autre procédé, artificiel, réactionnaire, consiste à créer par des mesures arbitraires, des mesures d'Etat, un prix fictif, pour le blé européen. C'est naturellement à ce second procédé qu'ont eu recours les gouvernements.

En France, en Allemagne et dans tous les pays où la production de blé est inférieure à la consommation, l'application de ce procédé se fait par l'établissement de droits de douanes et de contingentements. En frappant le blé étranger d'une taxe qui s'ajoute à son prix, ou plus simplement en l'empêchant d'entrer, on crée à l'intérieur du pays une valeur conventionnelle du blé, qui est égale au prix du blé sur le marché mondial

(1) Le dernier mot en fait de tracteur est le tracteur sans conducteur... Parfaitement ! Dirigé par un conducteur, le tracteur fait un tour autour de la pièce de terre à labourer, puis le conducteur l'abandonne et, guidé par les sillons du premier tour, le tracteur continue à tourner seul, de lui-même, jusqu'à ce que la pièce soit entièrement labourée.

plus le droit de douane, dans le cas du droit de douane, ou qui dépend uniquement de la quantité de travail que le blé exige dans le pays même, dans le cas du contingentement. Et le paysan peut vendre tout son blé à ce prix conventionnel « intérieur », puisque sa production est inférieure à la consommation du pays.

Pour les pays dits « exportateurs », ceux dont la production dépasse la consommation, le droit de douane et le contingentement sont inopérants puisque le paysan doit vendre une partie de sa récolte à l'étranger, sur le marché duquel règne seul le prix mondial. On emploie alors la « prime à l'exportation ». Le paysan reçoit de l'Etat, en plus du prix auquel il vend son blé à l'étranger, une certaine somme par chaque quintal vendu.

Droit de douane et prime à l'exportation sont aussi efficaces l'un que l'autre, ils permettent tous deux à l'Etat de fixer arbitrairement, au niveau où il veut, le prix du blé vendu par ses paysans, mais ils comportent, pour les finances de l'Etat, une grande différence : avec le droit de douane l'Etat encaisse, le droit de douane est de l'argent qui entre dans ses caisses ; avec la prime à l'exportation l'Etat débourse, la prime est de l'argent qui sort de ses caisses.

La prime à l'exportation est donc un procédé qui ne peut être employé que par un Etat riche, un Etat dont le budget soit assez élastique.

Or tel n'est pas du tout le cas des Etats danubiens, qui, même sans donner de primes d'exportation, n'arrivent pas à faire face à leurs dépenses les plus ordinaires. D'où Stresa.

Le but de la conférence de Stresa est ceci : établir pour les paysans danubiens une prime à l'exportation, mais, comme les Etats danubiens sont financièrement incapables de payer une telle prime à leurs nationaux, la faire payer par les Etats de l'ouest européen : France, Italie, etc... En compensation, les pays danubiens s'engageraient à ne pas mettre de droits de douane élevés sur les produits industriels, ce qui les empêcherait pratiquement de développer leur propre industrie.

La conférence de Stresa est donc réactionnaire à un double titre : d'une part en permettant la survie de procédés de culture périmés, l'équivalent de la survie du « métier à main » à l'époque du « tissage à la vapeur », et d'autre part en voulant empêcher la création de l'industrie dans presque la moitié de l'Europe.

On comprend qu'une entreprise aussi réactionnaire, techniquement et socialement réactionnaire, ait eu toutes les faveurs de nos idiots de « gauche », qui ne cessent de célébrer l'aide aux pays danubiens comme la grande œuvre « constructive », qui « mettra fin à la crise » et sera le premier jalon de la « solidarité européenne » ! Solidarité européenne ? oui, peut-être : solidarité dans la réaction, solidarité pour barrer la route au progrès.

# Les forces révolutionnaires de Catalogne

*Interviews de Pestaña, Fred<sup>a</sup>. Urales. Maurin*

Le coup d'état monarchique, qui a si piteusement échoué, pouvait donner un élan nouveau au mouvement révolutionnaire espagnol. L'occasion était tentante de profiter de quelques jours libres pour se rendre compte sur place des réactions provoquées par cette tentative de révolte militaire. Ne pouvant parcourir l'Espagne entière, je résolus de passer à Barcelone, le temps, relativement court, dont je disposais et d'y prendre contact avec les différentes tendances révolutionnaires.

## IMPRESSIONS D'ARRIVÉE

La ville a un aspect normal. Tous les journaux sont remplis de détails sur l'insurrection avortée ; mais l'émotion première est passée. Le danger est écarté et le résultat final du procès en cours (condamnation à mort de Sanjurjo commuée en détention perpétuelle) est prévu de tous.

Le soir, la foule bruyante, accablée par la chaleur du jour, se presse dans les nombreux débits de boisson. Dans les quartiers ouvriers, beaucoup de rues sont en fête ; l'on danse sous les guirlandes de papiers et le bal durera la semaine entière.

Deux remarques s'imposent au visiteur étranger : le nombre extraordinaire de policiers et de mendiants. Dans chaque établissement public, à la gare, à la poste, des gardes promènent nonchalamment leur fusil. A la garde civile et à la garde de sécurité, la République a ajouté la garde d'assaut. (Les journaux républicains ne ménagent pas leurs éloges à cette dernière pour son attitude pendant le pronunciamiento de Sanjurjo). Dans le funiculaire de Montjuich, un gardé surveille les mouvements des deux seuls voyageurs que nous sommes.

La misère du prolétariat espagnol s'étale au grand jour. A chaque pas des mendiants de toutes sortes, femmes hâves suivies de gosses décharnés, jeunes gens sans travail depuis des années, musiciens ambulants, font appel à votre bourse. Les cirEURS de bottes vous assaillent à toute heure : ce sont des adultes. Cette misère explique les bas prix affichés aux devantures de magasins, qui provoquent notre étonnement de consommateur français. Elle explique également les nombreux vols à la tire dont sont particulièrement victimes les étrangers.

Le camarade espérantiste, auquel je m'adresse pour faciliter mes recherches dans Barcelone, me confirme que deux forces révolutionnaires comptent en Catalogne : la C.N.T. aux mains des anarchistes et le Bloc ouvrier et paysan (groupe de Maurin, communiste dissident.)

Le parti communiste officiel éloigne les masses par ses mots d'ordre mécaniques dictés de Moscou ;

les trotskystes avec Nin font de la révolution l'affaire personnelle de Trotsky et n'arrivent pas à s'implanter. Le camarade est mauriniste ; il reproche vivement aux anarchistes d'avoir laissé passer deux fois l'occasion de faire la révolution et d'agir dictatorialement au sein de la C.N.T. Aussi n'est-il plus syndiqué. D'après lui, la révolution ne se fera en Espagne que lorsque le Bloc aura conquis la majorité. Ce qui n'est pas pour demain. Son visage se rembrunit quand je lui fais connaître mon intention de voir Pestaña. Il consent sans enthousiasme à me conduire au Syndicat des ouvriers métallurgistes, où je pourrai trouver Pestaña, et à défaut son adresse. (A Barcelone il n'existe pas de Bourse du Travail ; chaque syndicat a ses locaux répartis par quartiers).

## CHEZ PESTANA

Au syndicat des métaux, on nous apprend que Pestaña est en tournée de propagande et l'on nous donne son adresse, (signe des temps, me dit mon compagnon, en période troublée cette adresse serait tenue cachée). Chez Pestaña, le vieillard qui nous euvre me dit de revenir dans deux jours. Dimanche matin je trouve enfin le camarade Pestaña. Rentré la veille, tard dans la nuit, il semble fatigué de la tournée qu'il vient de faire en Galice (13 conférences en 15 jours).

D'une voix un peu lasse, avec simplicité, il m'expose qu'il se donne pour tâche principale la propagande parmi les paysans. Il s'occupe particulièrement de la Galice dont il est originaire. Les paysans y sont très arriérés ; ils se contentent d'une vie primitive sans faire aucun effort pour augmenter leur bien-être. Pestaña me montre les photos qui illustrent un reportage de la « Estampa » sur cette partie de l'Espagne, qualifiée de « terre de Loups ». Une image caractéristique montre une petite fille qui s'abreuve à une mare d'eau sale, alors que, dit la légende, une eau claire coule à quelques centaines de mètres.

— Quelle sorte de propagande pouvez-vous faire parmi eux ?

— Une propagande très simple, rudimentaire. Par des exemples de la vie courante, je m'efforce de leur faire comprendre la nécessité de se grouper. Mon but est de les constituer en syndicats agricoles. Nous réussissons à les intéresser à notre point de vue, nos conférences sont très suivies. Mais c'est un travail de longue haleine, qui demande de la patience. Nous pénétrons dans des localités, où autrefois la toute puissance du cacique nous empêchait de parler. Nous sommes aidés dans notre tâche par les professions libérales du pays (docteurs, etc...).

— Ces paysans aspirent-ils à la propriété individuelle et quel est votre programme agraire?

— En dehors des régions de grandes propriétés comme l'Andalousie, il y a beaucoup moins de journaliers agricoles que nous le supposons nous-mêmes. Les paysans auxquels nous nous adressons sont surtout des fermiers, qu'écrasent les loyers payés aux propriétaires. Ils sont très individualistes mais ce qu'ils demandent c'est de pouvoir vivre. Je préconise de prendre la terre aux propriétaires (dont les titres de propriété n'existent souvent pas, leurs droits résultant alors de la possession de fait consacrée par l'habitude) et d'en remettre l'exploitation au syndicat agricole.

— Malgré l'importance des paysans en Espagne, la classe ouvrière sera toujours l'élément déterminant de la révolution sociale. Quelle est votre opinion sur le mouvement ouvrier?

— La C.N.T. maintient ses effectifs. Les grèves fréquentes, les sacrifices sans résultats ont provoqué une certaine lassitude et le départ de plusieurs camarades ; mais grâce à un travail opiniâtre nous regagnons le terrain perdu. Les luttes de tendance furent vives au sein de la C.N.T. Les arguments employés (et la voix de Pestana prend un accent douloureux) furent souvent la calomnie et l'injure. Je ne suis plus au Comité national. Une possibilité de scission subsiste ; je lutterai pour l'éviter et maintenir l'unité.

Quant aux communistes, le parti officiel n'a aucune influence ; le Bloc en a une certaine à Barcelone, davantage à Lérida ; mais il dirige peu de syndicats.

— Prévoyez-vous une action révolutionnaire dans un avenir prochain?

— Pas pour l'instant ; il faut d'abord reconstituer le mouvement ouvrier. Evidemment la République démocratique n'a pas en Espagne de bases aussi solides qu'elle en eut en France à ses débuts, mais elle se maintiendra un certain temps au milieu de conflits contradictoires.

— Faut-il craindre un retour monarchique?

— Non. La question monarchique est définitivement réglée. La classe ouvrière ne permettra pas un retour en arrière.

— Que pensez-vous du problème catalan?

— C'est une affaire de bourgeois ; quatre-vingt-dix pour cent des ouvriers s'en désintéressent.

La petite fille de Pestaña vient rappeler à son père que c'est dimanche matin. Je me lève. Nous nous séparons cordialement.

## AVEC FREDERICA URALES

La C.N.T. étant aux mains des anarchistes de la F.A.I. (fédération anarchiste ibérique), il me paraît indispensable de voir des camarades de cette organisation. Précisément, un ami m'a donné un mot de recommandation pour les Urales, qui sont des représentants caractéristiques de cette tendance. Je me hâte vers le coin de banlieue, où ils habitent. Dans un bureau surchargé de brochures, de journaux et de revues, Frédérica Urales me reçoit aimablement en l'absence de son père, parti en tournée de conférences. C'est là que le père, la mère et la fille assurent la publication de la revue bi-mensuelle la « Revista Blanca » et des brochures éditées par cette revue, dont beaucoup sont rédigées par Frédérica Urales et par sa fille.

Frédérica parle avec flamme et assurance :

*J'ai grandi dans l'atmosphère du mouvement anarchiste.*

C'est ce mouvement qui fait l'originalité de la classe ouvrière espagnole. Ici, (chose extraordinaire) on est anarchiste de père en fils et rien ne se fera en Espagne en dehors de nous. Nous sommes maintenant maîtres au comité de la C.N.T. Les modérés en ont été chassés. C'est à cause d'eux que nous avons laissé passer l'occasion de faire la révolution. Nous travaillons beaucoup. Je reviens d'une tournée de propagande dans les villages d'Andalousie. Partout le paysan nous dit avec enthousiasme : il est inutile de nous convaincre ; vous n'avez qu'une chose à faire, nous fixer le jour et l'heure où nous devons descendre dans la rue avec notre fusil.

Je m'informe du programme qu'elle présente à ces paysans :

— Nous propageons l'idée d'une fédération de communes libres ; c'est-à-dire de communes, d'où toute autorité sera bannie et où le produit du travail de chacun sera partagé également entre tous les habitants. D'ailleurs il faut surtout faire appel à leur sensibilité. L'Andalousie est le cœur de l'Espagne alors que la Catalogne en est le cerveau.

Frédérica s'anime, on la sent vibrante de foi et de confiance dans l'avenir de sa cause.

Elle propose de nous introduire dans les milieux anarchistes. Avant de partir elle me distribue généreusement revues et brochures.

En route, de nombreux camarades saluent la jeune fille. Deux d'entre eux, lui annoncent le retour à Barcelone d'une colonie d'enfants qui vient de passer un mois à la montagne. Ce sont des élèves de la « Escuela Natural », école primaire organisée par le syndicat du textile, avec son enseignement propre et ses instituteurs payés par le syndicat. Comme j'exprime mon admiration pour cette réalisation et souligne l'importance du syndicat pour l'organisation de la société après la révolution, Frédérica bondit :

— Le syndicat, s'écrie-t-elle, est un organisme créé sous le régime capitaliste, il doit disparaître avec lui. Il est d'ailleurs imprégné du principe d'autorité que nous combattons.

La camarade me conduit ensuite à l'« Athénée » salle de réunion de quartier. La bibliothèque et la salle sont vides, les camarades sont rassemblés au frais sur la terrasse avec leurs femmes et leurs gosses (c'est dimanche). Ils devisent gaiement. Un groupe prépare une excursion pour le dimanche suivant. Un anarchiste italien me dit à ce propos qu'à son avis les promenades au grand air prennent trop d'importance dans le moment actuel et qu'il préférerait une préparation révolutionnaire plus active. Après avoir échangé quelques propos avec les assistants nous partons. Frédérica m'emmène dans un café où se réunissent ordinairement les anarchistes et où nous devons rencontrer des rédacteurs de « Solidaridad Obrera » et des membres du comité national. (Le propriétaire du café qui fut parmi les déportés est rentré depuis peu). Lorsque nous arrivons, une certaine effervescence règne au sujet de la loi du 8 Avril. Cette loi instaure l'arbitrage obligatoire des conflits du travail par des comités tripartites où les ouvriers sont en minorité. « Solidaridad Obrera » fait une campagne violente contre cette atteinte au droit syndical. Le gouvernement a donné jusqu'au 31 août pour accepter la loi et il menace de déclarer illégaux les syndicaux qui la refuseront.

La situation est grave ; l'action dans l'illégalité est toujours périlleuse pour une organisation telle que la C.N.T. Les avis sont partagés. Certains préconisent la résistance à outrance ; d'autres hésitent. (Un grand meeting devait avoir lieu le matin même pour protester contre cette loi. Le gouvernement l'ayant interdit, aucune manifestation ne s'est produite et «Solidaredad» s'est contenté d'enregistrer l'interdiction). On nous distribue des papillons ainsi conçus :

Travailleurs,

Le but de la République est de détruire la C.N.T.

Elle prétend la mettre hors la loi.

Avec ou sans la loi, la C.N.T. s'imposera ; en elle réside l'espoir ardent des travailleurs et des combattants de la F. A. I.

Alerte, camarades !

La décision qui sera prise le 31 août peut être grosse de conséquences.

Les camarades s'entretiennent d'un projet en cours : la fondation par la C.N.T. d'un quotidien à Madrid et d'un certain nombre de journaux régionaux tout en conservant « Solidaredad Obrera » à Barcelone. Mais il se fait tard ; il faut s'en aller, et je remercie vivement Frédérica, qui rentre chez elle, de son obligeant accueil.

## LE BLOC OUVRIER ET PAYSAN ENTREVUE AVEC MAURIN

Pour faire le tour de ces forces révolutionnaires de Catalogne, il me restait à voir Maurin. La veille, mon compagnon espérantiste m'avait conduit au centre du Bloc ; là il m'avait recommandé au camarade chargé de filtrer les nouveaux venus, qui avait transmis ma demande d'entrevue. Maurin était occupé par la préparation du meeting, qui devait se tenir le lendemain à Lérida. Après une demi-heure d'attente, un camarade mince, au geste bref, entre en me disant d'un ton décidé : « Je suis Maurin, vous venez pour la « Révolution Proletarienne », je vous fixe rendez-vous pour lundi à 20 heures. Au revoir ».

A l'heure fixée, je trouve Maurin, toujours très occupé. Il liquide différentes affaires, puis se tourne vers moi et entre d'emblée dans le sujet :

— Notre mouvement s'est développé pendant la première année de la république. En décembre, nous avons subi un recul à cause de la répression. Le printemps suivant, le gouvernement céda sous la poussée révolutionnaire et notre mouvement devint légal. Actuellement, nous sommes dans une période d'ascension pour deux raisons : d'abord il y a un essor général du mouvement ouvrier ; ensuite le Bloc a été le seul parti annonçant l'imminence du coup d'Etat monarchique. Trois semaines avant qu'il se produise, nous avons fait un meeting à Barcelone devant 6.000 ouvriers, pour les mettre en garde contre le danger de ce coup d'Etat. Nous avons même désigné Sanjurjo comme son fauteur principal. (Le coup d'Etat de Von Papen en Allemagne a pré-

cipité la tentative de Sanjurjo en Espagne.) Cette réaction monarchique a dans l'ensemble, surpris la classe ouvrière ; aussi un fort courant se dessine-t-il, en faveur du Bloc, considéré comme le seul parti qui sait prévoir.

A Lérida, nous avons annoncé, avant le coup d'Etat, un meeting pour le 15 Août. Le gouvernement n'a pas osé l'empêcher, mais l'a ajourné jusqu'au dimanche 28. Ce meeting que nous avons tenu hier a rassemblé 10.000 personnes venant de Lérida et de 80 villages environnants. Notre influence grandit surtout parmi les paysans, plus même que parmi les ouvriers. Nos zones d'influence sont principalement les régions de Lérida et de Gerona. Nous n'avons rien en Andalousie, de petits noyaux à Madrid, dans les Asturies et à Valence.

Les paysans désirent la terre. Nous leur disons que nous voulons suivre la tactique de Lénine : nous leur distribuerons la terre, une deuxième étape, à laquelle ils seront conduits eux-mêmes, comportera la socialisation des terres.

Au point de vue syndical, les membres du Bloc adhèrent à la C.N.T., mais quand ils sont repérés, ils sont immédiatement exclus. Il en est de même des syndicats où nous sommes en majorité. Nous avons constitué une fédération régionale des syndicats exclus et nous faisons campagne pour rentrer à la C.N.T. Pestana tend vers Jouhaux, sans s'en rendre compte. Il a autour de lui une aristocratie ouvrière qui se dit révolutionnaire, mais ne l'est pas. La F.A.I. constitue une réaction contre ce modérantisme, elle gagne du terrain au sein de la C.N.T., mais elle en perd au point de vue général.

Quant au Parti Communiste officiel, il se désagrège à cause des variations de sa politique ; il a d'abord fait une campagne démagogique en prétendant que nous étions à la veille d'Octobre ; la reculade a suivi et maintenant il est parfois droitier. Il n'est cependant pas négligeable et a des bases réelles à Séville, en Andalousie, à Madrid et à Bilbao.

Je demande à Maurin comment il envisage le développement ultérieur du mouvement révolutionnaire en Espagne.

— La révolution espagnole est à allure lente. On prend souvent comme point de comparaison la révolution russe ; mais en Russie il y avait un accélérateur qui n'existe pas en Espagne, il y avait la guerre. Déjà en 1854, Marx disait qu'une révolution, qui nécessiterait trois jours dans un autre pays d'Europe, demanderait neuf ans en Espagne. Remarquez que la réaction monarchiste ne s'est produite qu'un an et demi après la révolution bourgeoise.

Je pense que le danger monarchiste est définitivement écarté, par contre subsiste le danger d'une dictature bonapartiste, militaire républicaine, si la classe ouvrière ne prend pas le pouvoir : Trotsky écrivait dernièrement que la révolution bourgeoise comporte trois étapes : jacobine, fasciste et démocratique. En Espagne les éléments de ces trois étapes co-existent actuellement. Sous la poussée du mouvement ouvrier, le gouvernement prend des mesures radicales, mais il ne pourra pas suivre les revendications ouvrières, le conflit sera inévitable.

D'autre part, les événements d'Espagne dépendent étroitement de ceux des autres pays européens ; la marche des événements en Allemagne influera directement sur ce qui se passera ici. Avant la révolution, l'Espagne était liée à l'Angleterre, maintenant c'est surtout à la France (cette modification a commencé en 1925, sous Primo de Rivera). Herriot doit venir en Espagne (au point de vue international, ce voyage est à rapprocher de celui de Poincaré en 1913 et des récentes déclarations d'Azana qui proclame la nécessité pour l'Espagne de ne pas rester neutre en cas de guerre).

— Je crois, dis-je à Maurin, que vous avez une position particulière au sujet du problème catalan.

— Oui, à mon avis, la question existe et il faut la résoudre. Les ouvriers s'en désintéressent parce que le mouvement national est aux mains des bourgeois. Mais la classe ouvrière ne peut vaincre seule, il lui faut des alliés; pour le Bloc, les alliés possibles sont les paysans et les partisans de la libération nationale. Comme en principe, nous acceptons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous sommes pour une fédération des nationalités.

Maurin a fini. Nous nous quittons sur une énergie poignée de mains.

\*  
\*\*

Je me garderai de porter un jugement hâtif sur le mouvement ouvrier espagnol. Ce qui me semble certain c'est que la classe ouvrière n'est pas encore prête à prendre l'offensive pour la révolution sociale. Elle se rend compte que la tâche est lourde pour ses seules forces. L'active propagande de toutes les tentatives ouvrières parmi les paysans est caractéristique à cet égard. Mais les organisations ouvrières ne cessent de revendiquer avec vigueur auprès du gouvernement républicain des mesures d'émancipation sociale; cette poussée provoquera des tentatives réactionnaires qui se heurteront à la combativité et à l'esprit de sacrifice bien connus du prolétariat espagnol.

Pour conclure je formerai le vœu que, fidèles à leurs principes, nos camarades anarchistes mettent en pratique au sein de la C.N.T. une totale démocratie participative.

Jean LEUNOIS.

## HERRIOT

a fait des représentations  
au gouvernement hongrois  
sur la condamnation à mort  
d'hommes dont le seul crime  
était d'appartenir au parti communiste

C'est parfait !

Mais Herriot a-t-il oublié  
que deux hommes ont été condamnés  
par des tribunaux français  
et sont en exil depuis sept ans

parce que  
les cartes de la C. G. T. tunisienne  
portaient  
à côté d'une charrue un MARTEAU  
et derrière une gerbe de blé  
une FAUCILLE ?

## Parmi nos Lettres

**La fédération  
« communiste indépendante »  
du Doubs.**

Le Doubs, (est-ce parce que c'est la région où nous sommes ?), se livre actuellement à une série d'expériences. Nous avons déjà signalé dans la « Renaissance du Syndicalisme » la manière particulière dont les deux syndicats de l'Enseignement y avaient réalisé pratiquement l'unité. Un camarade nous donne maintenant quelques détails sur la « fédération communiste indépendante » qui vient de s'y constituer, et qui a déjà un organe hebdomadaire très vivant, rayonnant également sur Belfort, le Jura et la Haute-Saône.

Ainsi que vous le savez, nous avons lancé un journal, le Travailleur. Officiellement, c'est l'organe de la Fédération Communiste Indépendante du Doubs. Pratiquement, c'est l'organe d'un certain nombre de camarades aux conceptions révolutionnaires diverses, allant des environs du syndicalisme pur au communisme d'opposition. Ce sont des copains qui se connaissent depuis longtemps, avec une estime mutuelle, et tout simplement résolus à en mettre un bon coup pour sortir le mouvement de la mélasse actuelle. Ils ne se sont pas réunis sur un programme étroit, mais principalement avec le désir exprimé plus haut, sur le besoin de renseignements mutuels et d'étude.

Que le canard soit exactement ceci, non, pas encore, mais nous sommes bien résolus à lui donner au maximum cette orientation. Quant au programme ou à la doctrine, elle résultera des expériences, études et renseignements, plus que des raisonnements abstraits et théoriques. Autrement dit, nous avons procédé à l'inverse des autres groupes d'opposition révolutionnaires qui se sont formés ces dernières années, qui commençaient par établir un programme extrêmement précis et étroit. L'avenir dira si notre méthode était bonne.

**Y a-t-il en U.R.S.S.  
des plans économiques ?**

A propos des multiples « tournants » de la politique économique stalinienne, une camarade russe nous écrit :

Dans la politique agraire, il semble que ce soit une nouvelle Nep. Pour moi, je soutiens toujours l'idée qu'en Russie il n'existe aucun plan économique. Les soi-disant plans sont uniquement basés sur de bas calculs politiques, voire même sur les intrigues des différents groupes de l'appareil bureaucratique. Toute la collectivisation de l'économie agraire jusqu'au « vertige des succès » n'avait pour but que de démontrer que « nous » pouvons être plus radicaux que les trotskystes, mais ce n'était nullement une révolution paysanne.

**L'union de la  
bourgeoisie espagnole.**

Un grand nombre de nos lecteurs ont profité des quelques jours de congé que leur octroie la munificence patronale ou administrative, pour aller en Allemagne ou en Espagne, les deux points sensibles, actuellement, de la Révolution. Nous avons pu ainsi déjà publier la lettre d'une de nos abonnés sur l'Allemagne; sur l'Allemagne également, on en trouve plus loin une autre, d'un autre camarade. En Espagne, en plus de Jean Leunois, une camarade a séjourné à Barcelone, elle écrit sur le coup d'état de Sanjurjo la lettre suivante qui nous parvient avec quelque retard :

Le complot Sanjurjo est l'ultime tentative des intérêts représentant les intérêts des grands propriétaires fonciers. L'échec magistral du coup d'état servira sans doute de leçon

à ceux-ci, leur faisant comprendre qu'ils ne peuvent rien par leurs propres forces et qu'il leur faudra désormais chercher la collaboration pacifique avec leurs frères ennemis : les capitalistes de la jeune bourgeoisie industrielle. Il est donc probable que la république espagnole va sortir renforcée de ce complot monarchiste. La jonction qui ne s'était pas encore opérée depuis l'avènement de la république entre les forces de la bourgeoisie agrarienne et de la bourgeoisie industrielle, commerciale et financière va enfin se faire, donnant naissance à un gouvernement encore plus fasciste dissimulé derrière le paravent commode du parlementarisme. Sanjurjo n'a été condamné à mort que pour la forme.

Et, cependant qu'il n'y a que quelques centaines de monarchistes incarcérés, plus de 600 travailleurs ont été, en Andalousie, jetés en prison à la suite de la grève générale déclanchée au moment du coup d'Etat... Encore un exemple parmi tant d'autres qui illustre bien le caractère de cette « République des Travailleurs ».

**La bataille d'Altona.** On se rappelle la « bagarre » d'Altona, le grand faubourg industriel de Hambourg, entre nazis et ouvriers, au lendemain de laquelle le gouvernement Papen fit son coup d'Etat en Prusse, destituant le ministère prussien et nommant à sa place un « commissaire du Reich », mais on n'avait jamais, jusqu'à présent, indiqué les dimensions de cette « bagarre ». Un de nos camarades comble cette lacune.

J'ai rapporté d'Allemagne — que j'ai traversée en moto pendant 8 jours — quelques renseignements intéressants.

Entre autres, celui-ci :

La bagarre d'Altona a été une vraie bataille. Des centaines de policiers et de nazis y ont trouvé la mort, pour ne pas parler des ouvriers, qui d'ailleurs tenaient le bon bout. Ces pertes et le caractère de la bataille ont été cachés de part et d'autre : les officiels et les nazis pour cacher leur défaite, les communistes pour échapper à la responsabilité de la guerre civile, ne pas effrayer leurs électeurs, etc... Mais la nouvelle circule et le prestige des nazis est ébranlé.

**Les racines profondes des soulèvements de l'Amérique du Sud** A propos des récents soulèvements d'Amérique du Sud, dont deux au moins, celui de Concepcion au Chili, et celui de Trujillo au Pérou, eurent un caractère social très net, le camarade John Achard, qui vécut près de quarante ans en Amérique du Sud nous adresse les intéressantes considérations que voici :

Les mouvements de revendication des masses populaires, pour ce qui concerne la Bolivie, le Pérou, le Chili, le Paraguay, et les provinces andines de la République argentine possèdent de profondes racines dans les civilisations américaines d'avant Colomb, que la brutale conquête européenne n'a pu extirper, et qui, de temps en temps, projettent des révoltes inattendues. Le fond de ces revendications est nettement communiste, sans avoir eu besoin aucunement pour cela de la propagande de Moscou ; il y eut de tout temps des soulèvements populaires dans ce sens, qui furent toujours réprimés d'une façon impitoyable ; c'est le massacre, comme à l'époque de la conquête, d'une population très peu portée à la guerre et de mœurs très douces, bien que les bandits intéressés aient dépeint comme sanguinaire. Malgré son épouvantable chemin de croix, cette race a gardé inébranlable sa foi dans l'avenir : « Les Incas reviendront ! » est pour elle un espoir et une raison de vivre, tout comme, parait-il, les Mexicains expulsés d'Espagne conservent les clefs de leurs maisons, d'où les expulsèrent les bandits très catholiques d'Isabelle. Il faut penser que ces populations autochtones ne durent de survivre à la conquête qui les avait privées de leurs meil-

leurs terres, qu'à la persistance de leurs mœurs communistes, et de leurs ayllus, c'est-à-dire des communautés agricoles, qui correspondent assez exactement aux kolkolz de la Russie Soviétique. Nous sommes donc là en face d'une population à peu près indemne du maléfique virus de la propriété privée, ce qui est énorme.

**Toujours le départ de l'I. L. P.** D'un camarade dont nous avons déjà publié, la quinzaine dernière, une lettre sur ce sujet, cette seconde lettre :

Je n'ignorais pas le mécanisme organique du Labour Party, ni les libertés dont y jouissait l'I.L.P. Je m'en suis rapporté seulement à ce que les camarades du I.L.P. ont dit. D'après eux, « la vie dans le L. P. était devenue, durant ces dernières années, un enfer ».

D'autre part, ce qui gênait le travail « extérieur » de l'I.L.P., c'était d'être rendu responsable des trahisons commises par le Labour Party. Or, rester dans le L.P. pour respecter l'« unité » et risquer ainsi de perdre une grande partie de ses membres (le New Leader publie chaque semaine une enquête, faite dans les sections, d'où il ressort que l'immense majorité approuve la scission), ainsi qu'une partie du prolétariat anglais ensuite, dégoûté du Labour Party — eut été une faute grave.

Ne faisons pas de l'unité une idole : l'Unité organique en soi ne signifie rien si elle n'est pas portée par une communauté d'idées. L'échec lamentable de la grève générale en Angleterre en 1926 l'a bien prouvé. Par contre deux organisations vivaces peuvent — ne fut-ce que par crainte de la concurrence — faire fonction de stimulant au profit des deux.

Personnellement, je n'ai pas vu que les membres de l'I.L.P. se soient plaint que la vie était pour eux un « enfer » au sein du Labour Party. En tous cas je n'ai jamais vu qu'ait été relaté dans leur journal aucun fait sur lequel ceci pouvait sérieusement être basé.

L'unité ne doit pas être une idole ? L'unité d'idées ? d'accord ! Mais l'unité de classe ? Oui, tout doit y être subordonné. Ne vouloir de l'unité organique que s'il y a communauté d'idées, c'est mettre la communauté d'idées au-dessus de l'identité de situation sociale, c'est mettre le groupement d'affinités au-dessus de la solidarité de classe. Et c'est précisément cela qui fait toute la gravité du départ de l'I. L. P. Le Labour Party britannique est un parti de classe, réellement de classe puisqu'il groupe en son sein tous les syndicats ouvriers britanniques, c'est-à-dire les ouvriers organisés sur leur terrain de classe, indépendamment de leurs opinions particulières ; l'I.L.P. au contraire, est, comme nos partis continentaux, un pur groupement d'affinités, fondé exclusivement sur une communauté d'idées. En quittant le Labour Party c'est donc de la classe ouvrière organisée en classe que l'I.L.P. se sépare ; en quittant le Labour Party l'I.L.P. se soustrait au contrôle de la classe ouvrière organisée sur son terrain de classe ; il affirme le droit pour des « socialistes » d'être indépendants de la classe ouvrière, dressant ainsi la communauté de croyance au-dessus de l'identité de classe — ce qui est anarchiste, ce qui est bolchevique, mais ce qui est profondément anti-syndicaliste et, soi-disant en passant, profondément anti-marxiste : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »... non d'une Eglise, si « socialiste » et si « avancée » qu'elle prétende être.

R. L.

## LA VIE D'UN GRAND RÉVOLUTIONNAIRE

## Errico MALATESTA

Je ne connais pas de popularité de meilleur aloi que celle de Malatesta : toute la vie de cet homme, qui vient de mourir à soixante-dix-huit ans, a été consacrée à la cause de la Révolution, à la libération du prolétariat du joug capitaliste, sans qu'il y ait jamais eu en lui la moindre ambition personnelle, la moindre velléité de commander aux autres ou de s'imposer comme un chef. Il respectait en autrui les droits de l'individualité humaine qui s'affirmaient si puissamment en lui ; à chaque progrès intérieur répondait un nouveau don de soi-même au profit des opprimés ; chaque expérience personnelle était un moyen de leur donner de nouvelles armes pour leur lutte vers l'émancipation ; chacun de ses écrits visait avant tout à faciliter leur action ; il répugnait à se raconter lui-même ou même à faire de ses idées, quelques précises qu'elles fussent, l'un de ces exposés théoriques généraux qui portent nécessairement, l'empreinte de la personnalité de l'auteur. Ce qu'il disait était dit clairement, sans recherche et sans détours, avec ce désir de se faire comprendre de chacun, qui doit être à la base de toute propagande sincère destinée à illuminer les esprits et non à les soumettre à une suggestion.

Simple et modeste dans son abord, il était naturellement l'égal de tous les hommes de bonne volonté, mais ferme dans l'action et prenant d'autant plus ses responsabilités qu'il n'agissait pas dans un but d'intérêt personnel ou d'ambition, il savait tenir tête à tous les oppresseurs, à tous les hommes de l'autorité. S'il était profondément aimé par ceux-là, il imposait le respect à ceux-ci.

## La jeunesse

Né en 1853 à Santa Maria di Capua Vetere, localité qui occupe l'emplacement de la Capoue antique, mais qui n'a plus rien d'un séjour de délices, Malatesta grandit au milieu de populations écrasées sous un joug séculaire, maintenues dans l'ignorance par les prêtres complices de la tyrannie politique. Il était encore enfant lors de la conquête du royaume de Naples par Garibaldi, dont l'un des épisodes se passa dans sa ville même. Jeune homme il cristallisa d'abord ses aspirations autour d'un régime républicain idéal, qui représentait pour lui le principe d'égalité, avant que les circonstances lui eussent montré, notamment par l'exemple de la France de 1870-1871, ce que valait en réalité le régime républicain aujourd'hui.

Comme la plupart des vrais révolutionnaires, c'est surtout par un sentiment profond de l'injustice

sociale qu'il fut amené dans la voie de la Révolution, mais l'influence de la propagande de Bakounine, qui résida à Naples et dans la Campanie de 1865 à 1868 et y forma un petit noyau socialiste qui fut le germe de la section locale de l'Internationale fondée en 1869, paraît avoir eu une action déterminante sur la forme de ses idées. Il avait déjà adopté l'anarchisme, le collectivisme et l'athéisme, que Bakounine avait prêchés en Italie dès 1865, quand il prit pour la première fois contact avec lui en 1872, à Zurich. Comme tant d'Italiens, il était entré dans l'action dès sa première jeunesse : en Italie les idées se forment surtout par la discussion sur la place publique, au contact de la vie. Issu de la bourgeoisie aisée, destiné à une carrière libérale, Malatesta n'avait pas hésité à renoncer à tous les privilèges de sa situation sociale et à abandonner ses études universitaires, dès qu'il avait senti la nécessité impérieuse de lutter pour l'émancipation du peuple. Dans une ardeur de néophyte il y avait quelque chose du chevalier errant, du redresseur de torts. Bien qu'il n'ait jamais raconté sa vie — et c'est grand dommage car ses mémoires eussent été au moins aussi captivants que ceux de Kropotkine — on trouve au cours de ses écrits quelques réminiscences qui nous ouvrent des horizons sur son état d'esprit et celui de ses jeunes compagnons de lutte. Dans sa préface au livre de Nettlau, « Bakounine e l'Internazionale in Italia », il dit que l'Internationale avait été introduite en Italie par des bourgeois qui, par amour de la justice, avaient déserté leur classe. Ils n'accordaient qu'une importance secondaire à la lutte économique et croyaient qu'on ne pouvait arriver à rien sans abattre le gouvernement, passer sur le corps du gendarme.

Déjà anarchistes convaincus, écrit Malatesta, nous voulions abattre le gouvernement existant et laisser aux masses, libérées de la pression de l'armée et de la police, prendre possession de la richesse et organiser la nouvelle vie sociale. Nous avions une foi mystique dans la vertu du peuple, sa capacité, ses instincts égalitaires et libertaires.

Et dans ces pages écrites récemment et qui sont un regard en arrière sur toute sa vie de militant, il reconnaît qu'il y eut de sa part une erreur complète quant à la psychologie des masses encore tout-à-fait ignorantes et désorganisées avec lesquelles il se trouva d'abord en contact : « **La faim, quand il n'y a pas conscience du propre droit et une idée qui guide l'action, ne produit pas de révolutionnaires.** » Les instincts égalitaires et libertaires du peuple, sur lesquels il comptait dans sa jeunesse comme levier d'action, étaient une illusion.

## De l'insurrection du Bénévent à l'Internationale

Il est difficile de s'imaginer qu'il ne s'est guère passé plus d'un demi siècle depuis les expéditions de Malatesta à Castel del Monte dans les Pouilles, vieux château féodal où de trois cents conjurés il n'en vint que trois au rendez-vous, et dans la province de Bénévent où une bande de trente hommes s'empara d'une petite municipalité perdue dans les montagnes et l'occupa au nom de la Révolution sociale en confisquant le trésor pour le distribuer aux habitants, en détruisant les paperasses administratives et en haranguant la population bénévole et imaginative, prête à toutes les interventions miraculeuses et dont le vieux prêtre les salua en les appelant les vrais apôtres envoyés par Dieu pour prêcher son Evangile. Garibaldi avait bien conquis le Royaume des Deux Siciles avec mille hommes ; pourquoi ne pas commencer la Révolution sociale avec trente hommes ? L'acte insurrectionnel était alors aux yeux de Malatesta et de ses amis le meilleur moyen de propagande. Et en vérité, si l'acte n'atteignait pas le but auquel il visait, il servait effectivement la propagande grâce à l'emprisonnement de ses auteurs, au procès qui en était la suite, à la diffusion des idées qui en résultait. L'ardeur, sinon les idées, de ces jeunes gens provoquait l'enthousiasme des populations. Il y avait de vieilles sympathies acquises aux conspirateurs, aux aventuriers, aux rebelles.

C'est dans cette atmosphère médiévale et légendaire que Malatesta passa une partie de sa jeunesse, que l'on pourrait appeler romantique si de tout autres éléments de connaissance et d'expérience n'étaient venus le mûrir. Des voyages à l'étranger, en Suisse, en Espagne, des congrès nationaux et internationaux, le mettaient en contact avec des milieux très différents de son milieu natal et avec des camarades de nationalités diverses, où dominaient cependant les méridionaux.

Au congrès de Berne de l'Internationale (alors scissionnée et détachée du tronc marxiste) en octobre 1876, les idées directrices de son activité révolutionnaire sont complètement formées : le congrès de la fédération italienne, commencé quelques jours auparavant à Florence et qui, traqué par la police, s'acheva dans les forêts, avait adopté le communisme anarchiste qui ne laissait plus au travailleur, comme le collectivisme anarchiste qui l'avait précédé, la libre propriété des produits de son travail, mais mettait en commun ces produits aussi bien que la terre et les moyens de production et adoptait pleinement la formule : de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. Le communisme anarchiste devait rester l'idée mère de Malatesta. A Berne, où la fédération italienne l'avait délégué avec Cafiero, il exprime sur la Révolution et sur le dévouement à la cause des travailleurs des idées qui sont restées les directives de toute sa vie :

La Révolution consiste beaucoup plus en actions qu'en paroles et chaque fois qu'un mouvement populaire spontané se produit, chaque fois que les travailleurs se soulèvent au nom de leur droit et de leur dignité, le devoir de tout

socialiste révolutionnaire est de se déclarer solidaire de ce mouvement.

Grâce à Cafiero, qui écrivit, comme on sait, un bon résumé du « Capital » de Marx, Malatesta connaissait bien les théories économiques de Marx et y souscrivait complètement, sans reporter d'ailleurs sur les questions économiques toute l'attention qu'il donnait aux questions politiques. Il partageait les idées matérialistes un peu simplistes de son temps. « **Le libre jeu des lois naturelles de la société accomplira les destinées humaines** », disait-il au congrès de Berne. On sait qu'il se débarrassa complètement plus tard de ce genre de fatalisme : le titre du journal qu'il publia en Italie avant la guerre : « Volonté », le dit assez.

Quant à l'Internationale, il ne la concevait pas exclusivement comme une association de classe :

Elle doit viser à l'émancipation de toute l'humanité et réunir sous son drapeau tous les révolutionnaires sans distinction de classe. (*Congrès de Berne*).

Plus tard (en 1904, d'après la biographie écrite par Nettlau et publiée en allemand et en italien), Malatesta reconnaissait en ces termes quel avait été le véritable caractère de ses rapports avec l'Internationale :

Nous étions avant tout membres de l'Alliance secrète (fondée par Bakounine) et comme tels nous fondâmes des sections de l'Internationale. L'Internationale en Italie n'était pas une fédération de sociétés de travailleurs, mais une société purement politique pour les fins de l'Alliance.

On voit combien cette conception bakouniniste était voisine de la conception bolchévique du « noyautage » des associations ouvrières ; il s'agissait d'une émancipation des travailleurs qui ne serait pas l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, mais d'une minorité agissante qui exercerait une sorte de dictature secrète sur les masses populaires pour le salut de l'humanité. On sent là l'influence de la nature puissante et impérieuse de Bakounine ainsi que du messianisme si fréquent chez les Russes. L'idée anarchiste de l'instinct libertaire des masses faisait de celles-ci la matière inflammable dans laquelle les agitateurs devaient jeter l'étincelle.

La tendance à imposer son autorité et à commander n'existait pas chez Malatesta, mais l'idée de groupements anarchistes, agissant comme ferments sur des masses en l'instinct révolutionnaire desquels il garda une certaine confiance, en dépit des restrictions qu'y apporta une expérience acquise au cours de sa longue carrière d'agitateur et de propagandiste, resta l'une de ses idées directrices. Les problèmes de l'insurrection l'emportèrent toujours dans ses préoccupations sur ceux de l'organisation ouvrière, qui ne lui semblait pas mener de par elle-même à la Révolution.

## Exils sur exils

Après plus d'un an de prison en août 1878, il sortit acquitté du procès que lui avait valu sa dernière expédition. Il retourna à sa ville natale où ses parents lui avaient laissé des maisons de pauvres gens : il s'empressa de régler cette affaire d'héritage en cédant sans compensation ces demeures à leurs occupants. Habile comme tant d'Italiens aux métiers les plus divers, il devait désormais gagner

sa vie par le travail de ses mains, surtout comme électricien.

Dès lors commence pour lui cette vie d'exil qui devait être interrompue de temps à autre par des séjours en Italie, toujours déterminés par les besoins de l'action et déterminant chaque fois un mouvement d'agitation sociale intense dont les conséquences ramenaient finalement Malatesta sur le chemin de l'exil.

Nous le trouvons d'abord à Alexandrie, d'où il se fait expulser pour avoir protesté contre un meeting anti-internationaliste convoqué par les bourgeois, puis à Beyrouth où le consul italien veut se débarrasser de lui en l'envoyant à Smyrne, mais où il s'embarque sur un vapeur français, grâce à un brave homme de capitaine qui fait escale à Livourne, mais refuse de le livrer à la police italienne qui le réclame, et le débarque sain et sauf à Marseille. Il est à Genève au moment où Kropotkine fonde le « Révolté » ; après s'être rendu en Roumanie, il travaille à Paris comme mécanicien et voit les Communards qui commencent à rentrer de la Nouvelle Calédonie ; expulsé en mars 1880, il va à Londres et à Berne, il repasse par Paris, où on le repère et où il fait 4 mois de prison pour violation de décret d'expulsion ; à Lugano en février 1881, on l'arrête, parce qu'il a déjà été expulsé officiellement de la Suisse. La police le pourchasse partout. Il ne peut guère trouver d'asile en Europe, hors de Londres, qui deviendra désormais son port de refuge. Il se décide à s'y mettre à l'abri et y passe deux ans jusqu'au printemps de 1883.

Il rentre alors en Italie, où il s'agit de combattre la tendance d'Andréa Costa, l'un des anciens internationalistes, qui a renoncé à l'action révolutionnaire pour adopter la tactique parlementaire. Malatesta est arrêté, mais on ne veut plus le faire juger par la cour d'assises, où il serait nécessairement acquitté, et dont il ferait une tribune pour la propagation de ses idées. On réduira l'affaire à un procès en correctionnelle, où sa condamnation est assurée ; mais il faut en ce cas le laisser en liberté provisoire ; il en profite pour publier un hebdomadaire « La Question Sociale » (décembre 1883-août 1884).

De cette époque date son célèbre dialogue « Entre Paysans » si souvent réédité dans toutes les langues. C'est le modèle de la brochure de propagande élémentaire, s'adressant à l'homme sans instruction, et esclave de vieilles traditions, mais intelligent et aimant à discuter, comme est le paysan toscan : elle est aussi simpliste que les Évangiles et que la plupart des écrits de propagande populaire, et vous y cherchiez en vain quelque indication sur l'organisation de la production et la répartition des produits, l'un des grands problèmes qu'imposerait l'instauration d'un régime anarchiste. La brochure s'adresse à des hommes de bonne volonté, disposés à se laisser guider par la raison : l'auteur sent bien que pour constituer une société sans lois, il faut la solidarité, l'assistance mutuelle, il faut savoir se comprendre et se supporter réciproquement. Aussi, comme tous les anarchistes, a-t-il beaucoup insisté, au cours de sa carrière, sur la nécessité du développement de la conscience individuelle.

Condamné en correctionnelle, puis en appel, Malatesta parvient à s'enfuir bien que sa maison soit entourée de policiers. Nous le retrouvons dans l'Amérique du Sud où il réside jusqu'en 1889, principalement en Argentine : c'est la partie la moins connue de son existence, mais non sans doute la moins fertile en expériences et en aventures.

En 1889-1890 à Nice, puis à Londres, il publie sous le titre de l'« Associazione » quelques numéros d'un journal dont l'idée directrice est la nécessité de la tolérance entre les différentes tendances anarchistes (collectivistes et communistes) en désaccord seulement sur des questions économiques.

## Entre Londres et l'Italie

Du 4 au 6 janvier 1891, Malatesta prenait une part active au Congrès de Capolago dans le Tessin où fut fondé le parti socialiste révolutionnaire anarchiste d'Italie dont le programme comportait l'organisation commune de la production et de la consommation par des traités librement consentis entre les ouvriers associés et par la fédération libre de leurs associations ; le socialisme révolutionnaire de Cipriani s'y alliait au communisme anarchiste de Malatesta.

A ces tentatives de conciliation se mêlaient aussi les efforts faits par les anarchistes de la tendance de Malatesta pour entrer plus largement en contact avec les organisations ouvrières : en août 1892 à Gênes un congrès ouvrier, où les anarchistes étaient en majorité, fondait un parti ouvrier anti-politique.

On remarquera que l'action de Malatesta ne fit que s'élargir d'un bout à l'autre de sa carrière et qu'en Italie elle tendit à passer du Sud au Nord, des masses paysannes incultes de la Campanie, aux ardentes populations de la Romagne et des Marches, travaillées depuis longtemps par des ferments révolutionnaires, et finalement (après la guerre) aux masses des prolétaires organisés de la Lombardie.

La dernière décade du siècle fut l'époque où l'anarchisme fit le plus de bruit en Europe : son action violente apparut comme une protestation de l'esprit révolutionnaire contre l'enlisement graduel des partis socialistes dans le parlementarisme et leur adaptation à la société bourgeoise. Je ne pourrais suivre ici en détails l'activité de Malatesta pendant ces années, où tout en gardant Londres comme port d'attache il voyagea fréquemment à l'étranger. Ses idées ne faisaient que se préciser au cours de la lutte. Selon lui « **ce ne sont pas les idées qui provoquent les actions, mais les actions qui font naître les idées.** » La nécessité de l'organisation lui apparaissait alors de plus en plus impérieuse ; il suivait aussi de près le développement du mouvement syndical, spécialement en France. En pleine maturité de ses idées et en pleine force d'action, il entreprit un nouveau mouvement de grande envergure, à Ancône, par la publication de son journal l'« Agitazione » (1897-1898). Sous Humbert Ier et ses ministres, l'Italie était en pleine période de réaction : étouffement de toute pensée libre, compression violente de tout mouvement populaire. « Agitazione » était le véritable mot d'ordre contre pareille tyrannie. Malatesta fut arrêté dès janvier

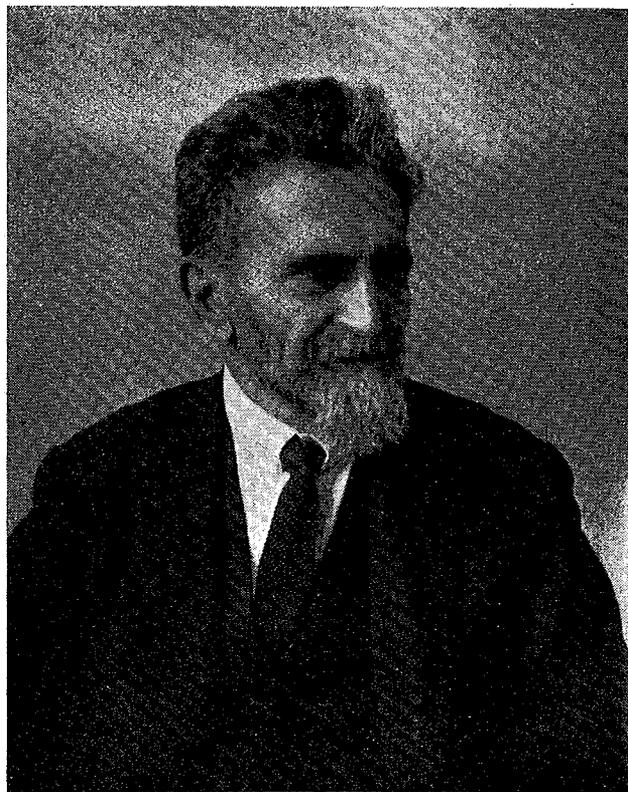
1898, à l'occasion d'émeutes de la faim qui eurent lieu dans différentes villes d'Italie, et accusé avec d'autres camarades, d'avoir constitué une « association de malfaiteurs ». Avant d'inventer le fascisme, la bourgeoisie italienne avait trouvé ce moyen de réprimer toute propagande révolutionnaire : l'assimiler au brigandage, moyen gouvernemental assez vulgaire et que j'ai vu employer aussi en U.R.S.S. où l'on traite volontiers de brigands, les mécontents ou les opposants (notamment les anarchistes).

Au procès, devant les protestations véhémentes de l'opinion publique et l'éloquente défense de l'avocat anarchiste Pietro Gori, les juges n'osèrent retenir l'accusation d'association de malfaiteurs et se contentèrent d'administrer quelques mois de prison à Malatesta. Son journal continua à paraître, grâce à quelques jeunes dévoués, formés sous son influence. Il était encore enfermé quand éclatèrent les révoltes de Milan, causées par la misère et féroce réprimées par le gouvernement, qui décréta l'état de siège et confia le rétablissement de l'ordre à des généraux, dont l'un fit tirer à coups de canon sur des malheureux qui attendaient la soupe à la porte d'un couvent ! Toute la presse anarchiste fut supprimée et Malatesta, sa peine finie, déporté dans une île, d'où il parvint à s'enfuir en barque pendant une tempête et à regagner Londres.

Il y résida de nouveau jusqu'en 1913, sans cesser d'être attentif au mouvement international ; il participa en 1907 au Congrès anarchiste d'Amsterdam. Monatte, qui y prit une part active, pourra évoquer ici ses impressions d'alors et préciser par quoi il se trouva en désaccord avec Malatesta. Celui-ci ne voyait dans les syndicats qu'un terrain de culture, où l'anarchisme devait déposer ses ferments pour que la Révolution y germât, sans quoi ces associations ouvrières, réunissant des éléments de toutes sortes, en partie non développés politiquement, risquaient de tomber dans l'égoïsme corporatif des trade-unions et de devenir des milieux contre-révolutionnaires.

En 1913, nouvelle rentrée de Malatesta en Italie : c'est encore Ancône qui est son centre d'action ; mais, cette fois le journal qu'il publie s'appelle « Volontà ». Chacun des titres qu'il choisit est un programme : il s'agit cette fois de réagir contre l'enlèvement du mouvement socialiste dans le réformisme et dans la passivité résultant d'un fatalisme pseudo-marxiste. Malatesta y oppose la volonté révolutionnaire active des militants qui ne se reposent pas dans la douce croyance que le temps travaille pour eux. Il ne rejette pas les réformes si elles sont conquises par l'effort même des travailleurs et permettent de raccourcir les étapes de la lutte révolutionnaire.

La situation est tendue, l'Italie engagée dans une guerre impérialiste pour la conquête de la Tripolitaine. Les protestations se multiplient : un an après la fondation de « Volontà », en juin 1914, elles culminent dans des manifestations, le jour anniversaire de la promulgation de la constitution italienne. Conflit avec les gendarmes ; grève générale ; commencement de révolution dans la Romagne et dans les Marches ; les troupes envoyées pour réprimer le mouvement se dissolvent au contact des re-



Errico Malatesta vers 1920

belles et font cause commune avec la population. N'était l'influence de la C.G.T. réformiste, le mouvement de la « Semaine rouge » aurait pu se propager, appuyé qu'il était, même par la direction du parti socialiste (Mussolini !).

### La dernière rentrée en Italie

Malatesta est revenu à Londres quand éclate la guerre : pas un instant il ne perd la tête ; je le revois là, pour la dernière fois, en novembre 1914 : il a une vision très nette de l'ensemble du conflit, de ses perspectives : le sort de la Belgique et de la France envahies ne l'hypnotise pas ; il ne sait que trop ce que sont toutes les armées d'invasion et à quoi aboutissent nécessairement les conflits entre impérialismes rivaux ; il n'hésite pas à dire très nettement ce qu'il pense aux amis égarés, comme Kropotkine et Tcherkesoff, à qui leurs sympathies et leurs antipathies ethniques ont fait perdre la tête. En 1916, il répondra par une brochure intitulée « Anarchistes de Gouvernement » au « Manifeste des Seize » (Kropotkine, Grave, Malato, etc.) qui voulaient poursuivre la guerre « jusqu'au bout ».

Du côté des anarchistes italiens heureusement les défections sont nulles et quand Malatesta rentrera après la guerre il trouvera la petite phalange de ses camarades de lutte, renforcée : Luigi Fabbri, qu'on peut appeler son fils spirituel et dont la revue « Il Pensiero » a fait de si bonne propagande dans la première décennie du siècle ; Armando Borghi, le

secrétaire de l' « Union syndicale italienne », confédération ouvrière à tendances anarchistes, qui remonte à 1912 mais prend après la guerre un développement énorme comme toutes les associations de travailleurs, et bien d'autres.

Les gouvernements capitalistes conspirent pour empêcher le vieux militant de rentrer en Italie : le passage par la France lui est interdit et le gouvernement anglais défend de l'embarquer. Il faut que le capitaine Giulietti, de la fédération italienne des travailleurs de la mer, vienne lui-même en Angleterre et l'embarque en fraude sur un cargo des chemins de fer italiens pour que Malatesta puisse retourner dans son pays, en décembre 1919. L'accueil est triomphal ; les masses voient en lui l'homme qui prendra l'initiative de l'action révolutionnaire, qui les mènera à la victoire : « Vive le Lénine d'Italie ! » crie-t-on sur son passage. Il se rebiffe : les hommages qui vont à sa personne gênent ce modeste qui veut rester modeste ; et surtout cet hommage-là l'amène à protester : il ne veut pas être un dictateur ; il a confiance (c'est le fond de la mentalité anarchiste) dans l'initiative du peuple, dans le génie créateur des foules ; mais les foules attendent un chef et leurs initiatives ne se manifestent qu'en ordre disséminé, sans cohésion.

Il publie à Milan un quotidien anarchiste « *Umanità nova* ». L' « Humanité nouvelle », on peut l'espérer en ce moment-là, tant l'élan vers l'avenir semble puissant ; Malatesta fait tout ce qu'il peut pour préparer le mouvement révolutionnaire par l'écrit, par la parole : on l'appelle partout et il ne refuse jamais d'apporter son aide aux travailleurs, de les faire profiter de sa longue expérience sociale ; il conseille, il incite ; mais son attitude est toujours celle d'un camarade, d'un égal entre des égaux. Il insiste sur l'urgence de la constitution du front unique révolutionnaire ; cette union des forces capables de renverser le régime actuel, il y a longtemps qu'il en comprend la nécessité, et il la prêche (tout autrement que ne le fera plus tard le P. C.) sans intention d'étouffer les partis associés, mais avec le désir de parcourir avec eux tout le chemin qu'ils pourront parcourir ensemble sans renoncer à leur programme propre. Il s'occupe des problèmes, économiques et autres, qui se poseront au lendemain d'une insurrection victorieuse ; il indique les périls intérieurs qui menaceront la Révolution (arri-visme, dégénérescence de l'esprit révolutionnaire, etc.) ; il note que le communisme doit être dans le sentiment avant d'être dans les choses. L'est-il ?

La crise décisive se déclare en septembre 1920 : l'occupation des usines par les ouvriers, qui s'y maintiennent et continuent à produire, mais plus pour le capitalisme. Il est à leurs côtés et les conseille qu'il leur donne coïncident avec ceux de Lénine : il faut rester à tout prix dans les fabriques, il faut étendre le mouvement politiquement parlant, déloger le pouvoir central. La bourgeoisie est désarmée, le moment des plus favorables. Mais à Rome il faudrait s'entendre avec les républicains pour une action commune de tout le front révolutionnaire. La C.G.T. réformiste trahit et conseille la retraite. La direction du P.S., bien que composée en majorité de futurs « communistes », manque de hardiesse et n'ose se mettre à la tête du mouvement.

Malatesta aurait-il pu prendre le pouvoir, même s'il l'avait voulu ?

Le moment décisif est passé : la victoire appartient au ministre Giolitti ; il ne faut pas se faire d'illusions, Malatesta le proclame franchement. Il sera la première victime de cette victoire ; on l'arrête ; le P. S. ne proteste même pas, il se croit à l'abri de la légalité. Mais la légalité n'existe plus : Giolitti suscite le fascisme (qui sans l'appui du gouvernement n'eût fait que végéter), et c'est le déchaînement des bandes salariées chargées de détruire tout l'effort d'organisation socialiste fait depuis un quart de siècle.

Malatesta est acquitté. Il tentera de lutter jusqu'au bout ; mais bientôt toute pensée libre sera étouffée. Son dernier périodique est la revue « *Pensiero e Volontà* » qui réunit en un seul titre les noms de deux publications antérieures qui symbolisent deux faces de son activité et de celle de ses compagnons. Elle sera désormais plutôt pensée qu'action. Mais même la pensée est de trop pour la réaction fasciste. Malatesta est réduit au silence, — au silence et à la solitude : étroitement surveillé : deux fascistes veillent à sa porte, deux autres l'accompagnent épaule contre épaule quand il sort ; on ne peut lui parler, ou le saluer, sans être arrêté comme suspect. Il est libre, prétend Mussolini. Libre, ô ironie ! Isolé du reste du monde, dangereux pour ses propres amis, il reçoit des lettres quand les fascistes le veulent bien et on lui confisque toutes les publications qui pourraient le renseigner sur le mouvement à l'étranger. Dans cet isolement de pestiféré, il ne désespère pas, son éternel optimisme ne l'abandonne pas ; il attend la chute du tyran, l'inévitable révolution ; cette année, il la voyait venir...

### Avant tout : morale

Cette brève esquisse suffit peut-être à donner une idée de l'homme d'action, de l'agitateur, du révolutionnaire dont les vues n'ont fait que s'élargir avec l'âge et chez qui toute expérience nouvelle suscitait la réflexion. On ne pourrait embrasser l'œuvre du propagandiste que si l'on réunissait en volume (comme le projette L. Bertoni du « Réveil » de Genève) ses articles disséminés en une foule de publications dont beaucoup furent éphémères.

Comme homme, ce qui le distinguait à l'égal des autres grands anarchistes, Reclus, Kropotkine, etc., c'est une bonté foncière, un désintéressement complet, une modestie qui le faisait naturellement l'égal des plus humbles, une loyauté qui répugnait à l'emploi de moyens sans franchise, même vis-à-vis d'adversaires démunis de scrupules, — tout cet ensemble de qualités par lesquelles de tels hommes témoignent qu'une société sans lois est possible, mais qu'elle a pour condition le développement de la conscience individuelle et des facteurs moraux.

De là l'insistance des anarchistes sur les côtés moraux de la question sociale et l'importance qu'ils attribuent à l'éducation : quelle que soit l'opinion qu'on ait sur la valeur de leur tactique et sur l'opportunité de la suppression immédiate de l'Etat, alors que les masses sont inéduquées et les individus incapables, pour la plupart, de régler raisonnable-

ment leur vie, — et même si l'on pense que les dangers de l'autorité et de l'exercice du pouvoir sont inférieurs à ceux du déchainement des masses — il faut reconnaître que l'action éducatrice des anarchistes dans le sens éthique a sa place marquée dans l'ensemble du mouvement socialiste et qu'elle est utile notamment pour contrebalancer les tendances des politiciens, enclins à une polémique sans scrupule, et des théoriciens hypnotisés par les questions économiques au point de croire que des transformations de cet ordre puissent produire une rénovation morale, même si l'on a habitué les gens à mentir, tromper, calomnier sous prétexte du but à atteindre et si l'on a empoisonné l'atmosphère au point de créer partout la méfiance, la mésentente et la dissension au sein même des classes ouvrières, comme l'a fait le parti communiste.

Par sa seule autorité morale Malatesta pouvait imposer à une foule d'écouter en silence les arguments d'un adversaire, et je lui ai entendu répondre à une militante (passée depuis de l'autre côté de la barricade), qui disait que pour épier un ennemi politique elle se cacherait sous les tables, — que lui répugnait à ce genre de moyens d'action et à tout ce qui pouvait ressembler à de l'espionnage, à tel point que s'il se trouvait en présence de gens parlant entre eux une langue étrangère dans le désir de n'être pas compris des assistants, il s'arrangeait de façon à leur faire entendre qu'il la connaissait, afin de ne pas saisir malgré eux leurs secrets.

Admirable exemple d'une loyauté innée, qui est l'une des vertus fondamentales de toute société d'égaux.

Jacques MESNIL.

## LE CONGRÈS D'AMSTERDAM

### Compte rendu d'un sans mandat

Je me trouvais à Amsterdam pendant les premières séances du Congrès contre la Guerre. Naturellement, je ne pouvais me dispenser de me mêler aux masses ouvrières qui, de tous les coins de la ville se rendaient au R. A. I (une sorte de « galerie de machines » servant aux expositions de l'industrie automobile et où le Congrès tient ses meetings).

Voici ce hall gigantesque dont la location coûte aux organisateurs du congrès, ou plus probablement aux travailleurs russes, un nombre astronomique de florins par jour. Il y circule une foule très clairsemée de quelque huit mille personnes, prêtes à se grouper sous les hauts-parleurs pour recevoir les douches d'éloquence en toutes langues que leur ménage la munificence bolchevique.

Sur l'estrade, au siège présidentiel, s'agit une sorte de clown apoplectique et rondouillard. C'est le chef des « 100 pour 100 » d'Amsterdam, battant la mesure en bras de chemise pour scander les cris de « Rot Front ! » et les chants révolutionnaires. A sa droite, debout, pouces aux entournures, front penchant, mèche sur l'œil, le grand écrivain français Henri Barbusse, assume, l'air indifférent à la gloire, d'un homme à qui tout rend grâce, et qui démêle dans chaque rumeur de la foule, dans chaque couplet de l'Internationale, l'évidence d'un hommage personnel. La modestie du « Jésus des Judas » paraît souffrir d'un viol qu'elle voudrait ignorer.

La séance est ouverte. Les discours succèdent aux discours, mêmes rengaines grandiloquentes dont s'imbibaient déjà la II<sup>e</sup> Internationale, uniformément creux, indéfiniment vagues, unanimement incompris de la grande masse des auditeurs, mais universellement couverts d'applaudissements dès que la péroraison s'achève, devinée aux grands gestes et aux suprêmes coups de gueule. Le public, bon enfant, avec une badauderie de champ de foire, se plaît au déballage des célébrités mondiales. Quelques-uns des phénomènes annoncés à l'extérieur restent invisibles. Mais le bruit court sourdement que Radek, déguisé en vieille femme, a réussi à passer

la frontière et qu'il se montrera impromptu sur l'estrade pour y faire ses meilleures grimaces à l'adresse du gouvernement hollandais. Cette perspective aide à supporter l'ennui que distillent Sen Katayama et autres pensionnaires perpétuels de l'hôtel Lux.

Chemin faisant, on houspille des trotskistes venus de France en bande assez compacte et qui manifestaient pour leur propre compte. On ahurit successivement par de folles ovations deux vieilles femmes anonymes dont quelqu'un avait dit : « c'est Clara Zetkin », et qui reçoivent l'une après l'autre les honneurs de l'« Internationale ». On entend Henri Barbusse se plaindre du manque d'égards du gouvernement hollandais, mais se consoler en constatant « que le peuple d'Amsterdam supplée par sa sympathique présence aux défaillances de ses dirigeants ». « Il vaut mieux fraterniser avec une foule qu'avec un gouvernement », déclare-t-il d'un air inspiré. Cette trouvaille obtient un succès d'estime.

Peu à peu, cependant, l'admiration se relâche, le sens critique reparait. Ça et là, on discute à voix basse. Beaucoup attendaient du Congrès un pas décisif en avant, la construction d'une solide barrière d'unité prolétarienne et révolutionnaire. De nombreuses sections des partis socialistes, dans ce but, avaient mangé la consigne des chefs. Et voilà que tout se passait dans les coulisses. Au public ouvrier, le congrès n'étalait qu'une façade de carton, une apparence factice et fragile d'unité entre chefs : nationalistes des pays coloniaux, moscouitaires à 100 pour 100 et pacifistes petits-bourgeois de la Ligue des Droits de l'Homme. Les éléments du syndicalisme d'action directe et de l'anti-militarisme anarchisant étaient absents, et c'est pourtant entre ouvriers révolutionnaires, noirs et rouges, qu'on aurait pu utilement sceller le pacte d'alliance internationale pour le sabotage de la guerre.

Tout à l'heure, les délégués se répandront dans les cafés et le cynisme politicien de l'intellectuel vadrouilleur noiera ce qui pouvait rester en eux de résolution et d'enthousiasme.

... La guerre ? La lutte des classes ? La révolution sociale ? La défense de l'U.R.S.S. ? Simples thèmes oratoires !

J. CELLO.

## Compte rendu d'un délégué confédéré

A une assemblée générale extraordinaire du Syndicat du Gaz de la Banlieue de Paris, un camarade de l'opposition syndicale révolutionnaire proposa en fin de séance, l'envoi d'un délégué au congrès mondial contre la guerre, en développant cette idée, que ce congrès n'était pas sous l'égide d'un parti politique, puisque convoqué par Romain Rolland et Barbusse.

Je combattis la proposition, en indiquant qu'en effet, un grand nombre d'intellectuels avaient donné leur adhésion à ce congrès, mais que les intellectuels ne représentent qu'eux-mêmes. La C.G.T. et l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, auxquelles notre syndicat est affilié, n'ayant pas donné leur adhésion au congrès, une grande partie du prolétariat (20 millions de syndiqués) n'y serait pas représentée. Il ne pourrait donc en sortir aucun moyen d'action efficace contre la guerre.

L'assemblée vota la participation au congrès. Je partis donc à Amsterdam.

### DISCOURS ET INCIDENTS

Dans son discours d'ouverture, Barbusse annonça que 2195 délégués participaient au congrès ; l'Internationale Communiste était représentée par 830 délégués ; l'Internationale Syndicale Rouge par 802 ; Social-démocrates : 291 ; Social-démocrates de gauche : 24 ; Syndiqués réformistes : 412 dont 4 représentants des syndicats adhérents à la C.G.T. et 10 délégués de l'opposition syndicale révolutionnaire ; 10 dissidents communistes.

Avant l'ouverture du Congrès, les organisateurs demandèrent aux délégués qui avaient des résolutions à présenter, de les remettre au président, et à ceux qui désiraient parler, d'en faire la demande par écrit en indiquant le temps de parole demandé.

Parmi ceux-ci ce fut le présidium qui désigna les orateurs.

On a pu lire ailleurs le compte-rendu de leurs discours. Comme incidents signalons que lorsque Molinier, trotskyste, apparut à la tribune, mandaté par des organisations grecques, il fut fortement hué par les communistes français, mais le président parvint à imposer le silence, et Molinier put parler.

D'autre part, quand Cachin parla au nom du P. C. français, qui fut bien mal inspiré en désignant le patriote de 1914-1918 pour parler contre la guerre, Lucie Colliard, cria de toutes ses forces dès l'apparition de Cachin à la tribune : **A bas la guerre de 1914 !**

Dumas parla au nom du Syndicat National des instituteurs confédérés qui groupe 80.000 adhérents ; il déclara se placer au-dessus de l'absurde division qui déchire le prolétariat ; il voudrait unir les efforts de tous ceux qui veulent empêcher la guerre ; il souligne que cette union se réaliserait si toute équivoque était écartée, si l'on pouvait éviter tout soupçon de manœuvre de l'Internationale communiste. Il présenta, en conclusion, une résolution demandant la constitution d'un Comité composé des représentants de la F.S.I., de l'I.S.R., de la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> internationale et des ligues pacifistes, mais son discours ne fut pas traduit.

Signalons également que Münzenberg, le communiste allemand, qui fit le grand discours du Congrès, préconisa le front unique : « En Allemagne, dit-il, la situation est telle que la guerre civile peut éclater à chaque minute. Si une telle guerre civile se produisait, les dimensions qu'elle pourrait prendre sont imprévisibles. Et c'est pourquoi je crie, avec les camarades français : Unifié ! Unifié ! Unifié ! »

Par un orateur ne parla à la tribune d'Unité Syndicale. J'avais déposé, au nom de mon syndicat, une résolution sur l'Unité Syndicale, demandant cinq minutes pour la présenter. Il me fut répondu que, vu le grand nombre d'orateurs inscrits, on ne pouvait m'accorder la parole. J'insistai auprès de Barbusse et Francis Jourdain, pour que la résolution soit au moins lue. Ce fut en vain. Il eut été nécessaire que les délégués entendissent ce son de cloche. Cependant je ne crois pas que ce fut à dessein que l'on ne me donna pas la parole.

### GALOMNIEZ ! GALOMNIEZ !

Ce Congrès fut, en réalité, un meeting qui dura trois jours, durant lesquels les orateurs désignés par le présidium s'élevèrent contre la guerre, et exposèrent comment ils concevaient les moyens pour l'éviter. Aucune des résolutions présentées ne fut discutée.

L'atmosphère du congrès fut cependant différente de celle que nous avons l'habitude de constater dans les réunions où des points de vue différents s'affrontent. On pouvait discuter cordialement entre camarades de diverses tendances. Cela était agréable. J'avais l'impression que le vocabulaire habituel des camarades dans la « ligne », avait été saisi à la frontière par les douaniers.

Je pensais donc que l'Internationale Communiste opérait un nouveau tournant. D'ailleurs, du moment qu'elle avait consenti à participer à un Congrès — et même de l'organiser — où des pacifistes bourgeois étaient appelés — un général allemand prit la parole ! — ce n'était plus précisément la tactique « classe contre classe » !

On pouvait donc croire que, dorénavant, les militants ouvriers, de quelque tendance qu'ils se réclament, se considéreraient entre eux comme des camarades et non comme des ennemis, mais le troisième jour du Congrès, un appel aux ouvriers fut distribué invitant les délégués des syndicats et les travailleurs inorganisés à une conférence qui avait pour objet de discuter des moyens à employer pour faire une propagande intensive auprès de la classe ouvrière en vue de lutter contre la guerre.

Or, l'appel ainsi distribué, ainsi que je le déclarais à cette réunion, me démontrait que grande était mon erreur. On y jetait l'anathème contre des camarades auxquels on demandait précisément de réaliser le front unique contre la guerre !

Voici un extrait de cet appel, publié par « l'Humanité » du 9 septembre :

Or, les bonzes de la F. S. I., et de ses sections nationales ne songent nullement à appliquer leurs propres décisions.

Tout comme dans la vie quotidienne, ils trahissent et sabotent toute lutte pour le pain, pour les salaires et toute action de masse des chômeurs ; dans la question de la guerre, ils trompent également leurs syndiqués et toute la classe ouvrière en essayant, par de nouvelles manœuvres, d'empêcher que les masses luttent contre la guerre impérialiste.

C'est ainsi que, pour préparer les masses à la guerre prochaine, ils lancent le mot d'ordre criminel: « La guerre amène le travail ».

C'est Hecker qui avait déclaré à la tribune du Congrès que les social-démocrates disaient que « la guerre amène le travail ».

Les militants de la F.S.I., n'ont, à aucun moment, écrit cette phrase. Encore moins lancé ce mot d'ordre criminel.

Ce congrès aurait pu être le point de départ d'une entente entre les différentes tendances du mouvement syndical, pour engager une grande action contre la guerre. L'appel injurieux ci-dessus ne permet pas aux syndicalistes révolutionnaires adhérents à la C.G.T. de pouvoir œuvrer dans cette voie.

C. DELSOL.

N. B. — « L'Humanité » du 18/9/32, a publié la liste des membres du Comité de lutte contre la guerre de la région parisienne. J'ai été très surpris d'y lire mon nom. Je n'accepte pas d'en faire partie. Je l'ai fait savoir à H. Raynaud, organisateur dudit Comité.

## L'opinion d'un délégué unitaire

Ce fut trop, beaucoup trop, un défilé de personnalités. Ce ne fut que peu, trop peu, pour ne pas dire du tout, une discussion entre mandataires d'organisations.

Des discours, beaucoup de discours, qu'un haut-parleur médiocre diffusait fort mal, et que le dernier jour, dans la hâte, on ne traduisit même plus. La plupart des interventions furent saluées par « l'Internationale » (26 fois !) et il fallut l'intervention du président pour arrêter cette débauche de musique.

En réalité, Amsterdam fut une **manifestation**, un **meeting**, plus qu'un Congrès.

(Le Travailleur).

Lucien HERARD.

## Le pacifisme au-dessus des classes ?

Un camarade cheminot de Saintes, le camarade Conill, m'a adressé, à propos du Congrès d'Amsterdam, la lettre que voici :

Pour la première fois depuis la fin de la « dernière » des tueries, devant la carence des partis, ligues, C.G.T. (au pluriel), devant leur manifestation d'impuissance à grouper tous les pacifistes, 2 HOMMES, s'élevant au-dessus des organismes accrédités mais incapables, ont accompli ce qui semblait impossible à accomplir.

Ils ont réussi à grouper dans un Congrès des hommes de tous les partis, de toutes les ligues, de toutes les associations, de toutes les C.G.T.; chose immense par elle-même dans ces temps où la division ouvrière règne souveraine dans l'inertie et l'incohérence.

Je n'examinerai pas le développement ultérieur du manifeste issu de ce congrès, je n'ai pas le don de prophétiser.

Permettez-moi de vous dire que j'ai réalisé l'unité syndicale dans ma localité et que depuis le 1er Janvier je suis adhérent au syndicat des cheminots confédérés de Saintes. Cela ne semble avoir rien de commun avec le sujet, cependant c'est par là que je sais qu'un Congrès mondial ouvrier ne peut et ne pourra avoir lieu d'ici encore longtemps. C'est

cependant ce Congrès ouvrier que vous opposez au Congrès Rolland-Barbusse.

« Seul, dites-vous, un Congrès de toutes les organisations ouvrières et uniquement ouvrières peut décider d'une attitude de unique et commune de toute la classe ouvrière à l'égard de chacune des guerres à venir. »

Permettez-moi de joindre ma surprise à celle de Lemedioni. Vous ne vivez certes pas dans la lune, attendu que votre érudition vous permet — sur bien des questions d'ordre économique surtout — d'être un guide pour vos lecteurs.

Mais là, sur la tenue d'un Congrès ouvrier mondial ! je me permets de vous dire que vous êtes en plein dans la lune.

Un congrès ouvrier mondial, qu'implique-t-il ? Naturellement l'unité ouvrière locale, régionale, et nationale d'abord.

Vers quelle époque comptez-vous donc réunir ce congrès et ne croyez-vous pas plutôt au déclenchement d'une nouvelle guerre avant la convocation de ce Congrès ?

Vouloir réaliser l'unité ouvrière avant de faire un geste contre la tuerie future c'est maintenir le statu quo « d'impuissance » caractérisée que vous connaissez.

J'ai vécu dans le sein du syndicat unitaire des heures tristes en constatant que par ordre « politique » l'unité ne pouvait se réaliser après Japy.

Je vis dans les mêmes trames en constatant la réelle joie que les petits chefs syndicaux manifestent de ce que l'unité n'a pas été totale dans notre propre syndicat. Par ordre politique, ou plutôt par amitié politique là aussi, on ne veut pas la réalisation de l'unité ouvrière.

Quand, à la base, nous constatons cet état de choses, nous devinons les mobiles des sommets fédéraux, confédéraux, internationaux.

Et c'est de ces sommets sans doute que vous attendez la convocation fraternelle d'un congrès ouvrier contre la guerre ?

Dans toutes les manifestations, le Parti communiste oppose sa méthode, automatiquement et systématiquement, contre celle du Parti socialiste; la C.G.T.U. agit de même à l'égard de la vieille C.G.T.; et la même systématique et automatique méthode est inversement appliquée. De telle sorte qu'espérer de ces organismes ouvriers, de la C.G.T., ou de la C.G.T.U., de l'Internationale d'Amsterdam ou de celle de Moscou, une action concertée contre la guerre c'est, dans l'état présent des choses, une profonde duperie.

Hélas ! tout me pousse à croire que si le Congrès mondial d'Amsterdam ne sert pas de levier, d'instrument, pour créer un puissant courant anti-guerrier, nous verrons le front uni des ouvriers et des bourgeois ou demi-bourgeois coude à coude, dans la prochaine guerre, plutôt que le rassemblement des forces mondiales ouvrières dans un Congrès ouvrier mondial pour la paix.

Romain Rolland et Henri Barbusse ont plus fait contre la guerre que ne peuvent faire contre elle les internationales ouvrières ennemies.

Voilà ce que beaucoup d'ouvriers pensent en cette matière.

\* \* \*

Je crois que notre camarade est victime d'une illusion, illusion très commune et qui a de profondes raisons d'être, mais qui est, tout de même, une illusion. Elle consiste dans la croyance que le salut de la classe ouvrière peut venir d'ailleurs que d'elle-même.

Étant donné l'énormité de la tâche à accomplir, étant donné les obstacles de toutes sortes qu'on rencontre à chaque pas, les reculs mêmes qui souvent se constatent, il arrive qu'on se prenne à désespérer, qu'on cherche son salut en dehors de soi ! La vieille croyance dans les pouvoirs magiques reprend vie sans qu'on s'en aperçoive, et on se met à espérer dans les imprécations grandiloquentes des intellectuels, ces successeurs directs des antiques magiciens, pour conjurer les maux dont on souffre ! C'est cette croyance qui est à la base des espoirs mis dans le Congrès Barbusse-Rolland.

Mais les magiciens d'aujourd'hui n'ont pas plus de pouvoir que ceux d'hier. Pour agir contre la guerre, pour faire

que la guerre ne soit pas une tuerie de travailleurs sans profit pour eux, les malédictions ne suffisent pas, il faut agir réellement, — et, pour cela, il faut être à même de pouvoir agir. Or, qui peut croire qu'une action commune soit possible — non point une action consistant en discours contre la « guerre » en général, mais une action concrète à l'égard d'une guerre déterminée — entre des éléments aussi disparates, mus par des idées, des sentiments et des intérêts aussi contraires que M. Basch et ses bourgeois de la Ligue des Droits de l'Homme, les staliniens uniquement préoccupés de la grandeur de l'U.R.S.S., et des travailleurs guidés par leurs intérêts de classe?

La guerre n'est pas, comme on tend maintenant à la représenter, une sorte de bête de l'Apocalypse, sortie on ne sait d'où, allant on ne sait où, un fléau qui s'abat de l'extérieur sur l'humanité. La guerre est un fait social ; ses origines, ses causes, ses résultats sont d'ordre social. Dès lors comment des catégories sociales différentes pourraient-elles, en présence d'une guerre déterminée, réagir de la même manière? « La guerre », la guerre en soi, celle qu'on vitupère dans les meetings, n'existe pas; il n'existe que des guerres, des guerres particulières, déterminées. Or, si vous pouvez facilement réunir dans un même anathème contre « la guerre », des gens de toutes les classes, il est par contre certain qu'en présence d'une guerre déterminée due à certains faits sociaux et comportant certaines conséquences sociales, vous ne pourrez pas avoir une identité d'action entre gens ayant une situation sociale différente, des intérêts sociaux différents.

Exemple: il y a actuellement une guerre en cours, non point une guerre entre Etats de l'Extrême-Orient ou de l'Amérique du Sud, mais une guerre dans laquelle, nous français, sommes directement impliqués, et qui se passe à nos portes: la guerre du Maroc. Eh bien! faites des meetings contre cette guerre, réunissez des congrès contre elle, contre ce fait de guerre précis et actuel, et vous pourrez constater quelle faible proportion d'auditeurs ou de participants vous rassembleriez comparativement à ce que vous obtenez lorsqu'il s'agit de cette généralité qui n'engage en rien: la guerre! — Ou bien, si vous préférez, demandez aux députés socialistes qui sont allés à Amsterdam, et aux autres qui n'y sont pas allés, mais qui sont tout prêts, eux aussi, à parler contre la guerre, de faire ce tout petit acte: renverser le ministère Herriot s'il ne met pas fin immédiatement à la guerre du Maroc. Et vous verrez le résultat!

C'est que la plupart de ceux qui sont tout prêts à protester contre la guerre en général, parce que par là ils entendent protester contre celles des guerres qui les gêneraient, sont parfaitement indifférents à la guerre du Maroc qui ne les gêne pas, ou qui les sert. Il se passe dans le pacifisme la même chose que dans le « désarmement »: chacun est pour le désarmement, parce qu'il est pour la suppression des armements où il est en état d'infériorité; de même chacun est pour la paix, parce qu'il est contre les guerres qui lui sont contraires.

En face d'une guerre déterminée, il ne peut exister une action commune à l'égard du fait social que constitue cette guerre, qu'entre gens de la même position sociale ayant les mêmes intérêts sociaux, autrement dit, des gens appartenant à une même classe, et ayant pris conscience de leur solidarité de classe.

\* \* \*  
\* \* \*

En juillet 14, une seule chose, une seule force eut pu empêcher la guerre d'éclater; si l'Internationale Syndicale avait décrété, aussitôt la mobilisation russe connue, que l'armée russe devait être immédiatement démobilisée, et que, sinon, toutes les forces ouvrières, à quelque pays qu'elles appartiennent, seraient mobilisées contre la Russie et ses alliés. Non point donc une condamnation générale de la guerre, inopérante, mais une décision concrète, une décision d'action. Or, qui dit action, dit forcément action contre quelqu'un, action qui sert les uns et qui lèse les autres; une telle action ne peut donc être prise que par des gens ayant les mêmes intérêts, comme c'est le cas pour ceux d'une même classe.

Mais, dira-t-on, l'Internationale Syndicale, ou, tout au moins le chétif organisme qui en tenait alors lieu, n'a pris en 14 aucune décision de ce genre; elle a « lamentablement fait faillite ». Et aujourd'hui, ajoutera-t-on, la situation n'a pas changé. Cette politique internationale unique, de la classe ouvrière, n'existe pas. Même à l'égard des grandes grèves corporatives, il n'y a pas une politique syndicale internationale réelle. — C'est incontestable! Mais si cela n'est pas, cela est possible. Et c'est la seule chose qui soit possible. Mais cette chose possible ne sera réalisée que lorsque la classe ouvrière sera parvenue à un degré d'organisation et surtout de conscience qui la rende complètement indépendante de la bourgeoisie, qui lui permette de penser et d'agir exclusivement par elle et pour elle, d'après uniquement ses propres intérêts de classe. Pour reprendre les expressions du Manifeste Communiste, l'existence d'une classe ouvrière en soi, d'une classe possédant les mêmes intérêts, lui rend possible, et ne rend qu'à elle seule possible, une action commune à l'égard des guerres, mais cette possibilité ne peut être pleinement réalisée que lorsque la classe ouvrière sera devenue pleinement une classe pour soi, c'est-à-dire une classe ayant acquis la parfaite conscience d'elle-même. Toute action qui tend à retarder l'éclosion de cette conscience, ne fait que retarder le moment où la classe ouvrière pourra agir efficacement contre les guerres.

\* \* \*  
\* \* \*

C'est entendu: le chemin est long; la création d'un prolétariat totalement débarrassé des idées, des habitudes, des sentiments dont l'a farci la bourgeoisie, est une œuvre immense. Mais ce n'est pas raccourcir le chemin que quitter la route pour s'engager dans une impasse. Je le dis par ailleurs, dans ce numéro même, mais c'est une chose qu'il ne faut jamais se lasser de répéter: « l'émancipation des travailleurs, — leur émancipation de la guerre comme de tout le reste, — sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». La chercher en dehors d'eux, c'est s'engager dans une impasse.

R. LOUZON

## ENTRE NOUS

200 ABONNÉS DE PLUS ET 4 PAGES DE PLUS !

Encore une fois, nous avons du sabrer nos rubriques: notes économiques, compte-rendus de livres, de revues, faits et documents, etc... De nombreuses lettres, notamment une de Jacquet sur le langage prolétarien et une de Giauffret sur le Congrès d'Education Nouvelle, n'ont pas davantage trouvé place — sans compter les articles restés sur le marbre.

Nous étouffons de plus en plus; nos 16 pages ne peuvent plus du tout suffire pour suivre les événements et consacrer aux grands faits les études nécessaires. Il nous faut pouvoir donner 4 pages de plus. Mais pour pouvoir le faire sans augmenter le prix de l'abonnement, il nous faut — répétons-le encore — davantage d'abonnés. Il nous faut 200 abonnés de plus ! Ce n'est pas difficile à trouver si nos amis veulent s'en donner la peine ! Les chaleurs sont passées ! A l'ouvrage.

Amis, faites-nous des abonnés ! Trois mois: 10 francs. Et s'il s'agit d'un ancien abonné au « Cri »: six mois: 10 francs. Dix francs ça ne fait pas tellement que cela d'apéros !

### SOUSCRIPTIONS D'AOUT

Mlle Bansard (Calvados), 5 ; Mauguon (Mayenne), 5 ; Devarennes (Paris), 10 ; Section Algéroise de l'U. S. T. (Alger), 200.

Total : 220 fr.



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.  
IMPRIMERIE CRUVÈS ET C<sup>ie</sup>  
83, RUE D'ANTIBES - CANNES,

Téléphone  
Combat 08-02  
R. C. 235.494 B



Chèque postal  
PARIS  
N° 43-08

Victor SERGE

# L'An I de la Révolution Russe

(1917-1918)

Un volume, in-16 jésus de 480 pages ..... Prix : 20 fr.

C'EST DE L'HISTOIRE !

POUR ÊTRE EN GARDE CONTRE LE BOURRAGE DE CRANES

lisez :

## “...l'Abominable Vénalité de la Presse”

A. RAFFALOVITCH

Conseiller secret du Ministère des Finances

D'APRÈS LES DOCUMENTS DES ARCHIVES RUSSES

Un volume de 450 pages ..... Prix : 25 fr.

qui vient d'être édité par la  
LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, rue de Sambre et Meuse, Paris (10<sup>e</sup>). Chèque postal : Paris 43-08

**Voulez-vous des ouvrages substantiels  
et pas chers ?  
lisez les brochures de la collection  
" Faits et Documents " :**

Robert LOUZON. — <b>La Déchéance du Capitalisme</b> .....	0 fr. 50
VICTOR-SERGE. — <b>Lénine 1917</b> .....	2 fr.
N.... — <b>Un souvenir par jour... Petit calendrier prolétarien</b> .....	1 fr.
VICTOR-SERGE. — <b>Les coulisses d'une sûreté générale</b> .....	6 fr. »
Léon TROTSKY. — <b>Les problèmes de la guerre civile</b> .....	1 fr. 50
Robert LOUZON. — <b>Deux grands courants du capitalisme : Impérialisme et nationalisme</b> .....	1 fr. 50
Pierre MONATTE et Alfred ROSMER. — <b>Un coup d'œil en arrière</b> .....	1 fr. 50
VICTOR-SERGE. — <b>Vie des révolutionnaires</b> .....	1 fr.
Jacques PERDU. — <b>Les insurrections lyonnaises (1831-1834)</b> .....	4 fr. 50

Tous ces livres sont adressés franco par la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, contre envoi de la somme correspondante à son compte de chèques-postaux : Paris, 43-08

**Maison d'Édition l'ÉGLANTINE**

PARIS, 32, rue de Grenelle

EMILE VANDERVELDE  
**JOURNALISTE & SOCIALISTE**  
Prix : 5 fr.

R. ABRAMOVITCH  
**Le Procès de Moscou  
et l'Internationale ouvrière et socialiste**  
Prix : 6 fr.

ABRAMOVITCH  
**Les prisonniers politiques  
et la république des soviets**  
Prix : 6 fr.

C. ENNESCH  
**AU DESSUS DU RESSENTIMENT  
FRANCO-ALLEMAND**  
Prix : 10 fr.

DE MAN  
**Réflexions sur l'économie dirigée**  
Prix : 5 fr.

GREGOIRE KOULISCHER  
**BIOGRAPHIES SOCIALISTES**  
Prix : 2 fr.

DE SWAEF & O. OYAU  
**La presse socialiste et ses adversaires**  
Prix : 5 fr.

VICTOR SNELL  
**LA GRAMMAIRE EN ZIG ZAG**  
Prix : 15 fr.

JEAN DE HIXE  
**POUR LIRE EN PARACHUTE**  
Prix : 12 fr.